



GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT

Assemblées annuelles 2024 du FMI et de la Banque mondiale
Washington D.C., USA, 21-26 octobre 2024

Note d'entretien du Président



NOTE PAYS POUR LE CAMEROUN

REGION AFRIQUE CENTRALE (RDGC)

DEPARTEMENT DES ECONOMIES PAYS (ECCE)

Préparée par :	Ameth Saloum NDIAYE, Economiste pays principal, ECCE.1/COCM Mohamed COULIBALY, Chargé de programme pays principal, COCM Godwill KAN TANGE, Economiste pays supérieur, ECCE.1/COCM
Révisée par :	Hervé LOHOUES, Chef de division p.i. & <i>Lead Economist</i> , ECCE.2/RDGS Solomane KONE, Directeur Général Adjoint, RDGC/COCD
Approuvée par :	Serge N'GUESSAN, Directeur Général, RDGC Désiré VENCATACHLLUM, Directeur principal, ECCE
Mise à jour	21 octobre 2024



NOTE D'ENTRETIEN DU PRESIDENT – CAMEROUN

Assemblées annuelles 2024 du FMI et de la Banque mondiale – Washington, 21-26 octobre 2024

Chefs de la délégation : M. Louis Paul MOTAZE, ministre des Finances, Gouverneur du FMI ;
M. Alamine Ousmane MEY, ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement
du Territoire, Gouverneur de la Banque mondiale

Messages clés

- **Le DSP 2023-2028 a été approuvé le 13 juillet 2024, avec pour objectif principal la transformation structurelle pour une croissance forte, inclusive et durable.** Il repose sur deux domaines prioritaires consistant à développer les infrastructures pour la promotion du secteur agro-industriel et à renforcer le développement des compétences et la gouvernance. Les secteurs de concentration du DSP sont l'agro-industrie, le transport, le développement des compétences, et la gouvernance économique.
- **Au 15 septembre 2024, le portefeuille actif de la Banque comptait 23 projets, totalisant 1 821,7 millions d'UC (2 453,1 millions d'USD).** Les opérations nationales représentent 80% du portefeuille (dont 8,8% pour le secteur privé), contre 20% pour les opérations régionales. Les projets sont financés par des instruments de prêts (95,8%), une garantie (3,2%) et des dons (1%). Le portefeuille est dominé par le transport (57,7%) suivi de l'énergie (22,4%) et de l'agriculture (10,7%). Le guichet BAD finance les projets à hauteur de 1 579,5 millions d'UC (86,7%).
- **Les autorités ont alloué 350 millions de FCFA (590 000 USD) le 13 septembre 2024 pour fournir une assistance d'urgence aux personnes affectées par les inondations meurtrières dans l'Extrême-Nord du Cameroun.** Pour compléter ces efforts nationaux dont les ressources disponibles sont en deçà des besoins urgents des populations affectées par ce désastre, le Programme alimentaire mondial (PAM) a appelé à un appui international coordonné afin de fournir une assistance alimentaire immédiate à 200 000 personnes pour 3 mois. Dans ce cadre, la Banque collabore avec le PAM pour soumettre une requête de financement (don de 1 million d'USD), à travers son instrument *Special Relief Fund* (SRF).
- **Après la décélération de la croissance en 2023, les perspectives économiques sont favorables.** Le taux de croissance du PIB réel a baissé, passant de 3,6 % en 2022 à 3,3 % en 2023, du fait des perturbations de l'offre en énergie électrique couplées à la contraction de la production pétrolière. La croissance devrait accélérer et atteindre 4,1 % en 2024 et 4,4 % en 2025, en lien avec le raffermissement de la demande intérieure (investissements en infrastructures routières et énergétiques). Cependant, les conflits au Nord-Ouest et au Sud-Ouest, l'insécurité dans l'Extrême-Nord, et la guerre au Moyen Orient constituent des risques.
- **Le FMI et le Gouvernement n'ont pas encore eu un accord au niveau des services pour certaines réformes des finances publiques à mener au titre de leur programme économique et financier.** En effet, une mission du FMI s'est tenue à Yaoundé du 3 au 16 octobre 2024, en vue d'effectuer les 7^{èmes} revues dudit programme appuyé par la Facilité élargie de crédit (FEC) et le Mécanisme élargi de crédit (MEDC), ainsi que la 2^{ème} revue de la Facilité pour la résilience et la durabilité (FRD). Les discussions bloquent sur les préoccupations liées à la création d'un espace budgétaire pour les dépenses sociales et prioritaires. Selon le FMI, des progrès sont encore attendus pour la réforme sur la subvention des prix à la pompe du carburant afin de dégager cet espace budgétaire car l'élimination de cette subvention fait partie des objectifs du programme. Le Gouvernement considère qu'il a déjà augmenté les prix à la pompe du carburant de 21% en février 2022 et de 15% en février 2023, et qu'une hausse supplémentaire de 7% souhaitée par le FMI pourrait renchérir davantage le coût de la vie. Les discussions se poursuivent.

1. Développements politiques et socio-économiques récents

• **Situation politico-sécuritaire.** Les élections présidentielles et régionales sont prévues en 2025, et celles législatives et municipales (initialement prévues en 2025) auront lieu en 2026. Le projet de loi visant à prolonger le mandat des députés à l'Assemblée nationale jusqu'au 30 mars 2026 a été adopté le 09 juillet 2024. Les défis sécuritaires sont liés au conflit au Nord-Ouest et au Sud-Ouest, aux attaques de Boko Haram dans l'Extrême-Nord, et à la criminalité transfrontalière, accentuant les poches de fragilité.

• **Développements économiques récents.** L'année 2023 a enregistré une décélération de la croissance. Le taux de croissance du PIB réel a baissé, passant de 3,6 % en 2022 à 3,3 % en 2023 en raison de facteurs externes (perturbations des chaînes d'approvisionnement mondiales) et internes (perturbations de l'offre en énergie électrique et contraction de la production pétrolière). Le taux d'inflation a augmenté de 6,3 % en 2022 à 7,4 % en 2023. Des efforts de consolidation budgétaire ont permis une réduction du déficit budgétaire de 1,1 % du PIB en 2022 à 0,6 % en 2023. La dette publique a baissé, à 41,8 du PIB % en 2023 contre 45,3 % en 2022, avec un risque élevé de surendettement. Le déficit du compte courant s'est creusé de 3,4 % du PIB en 2022 à 4,0 % en 2023, du fait de la baisse des exportations de pétrole et de gaz.

• **Perspectives économiques.** Les projections tablent sur des perspectives économiques globalement favorables. Elles sont marquées par une hausse du taux de croissance à 4,1 % en 2024 et 4,4 % en 2025 soutenue par les investissements dans les infrastructures routières et énergétiques, une baisse du taux d'inflation à 7,0 % en 2024 et 4,0 % en 2025, une réduction du déficit budgétaire à 0,5 % du PIB en 2024 et 0,3 % en 2025, et une baisse du déficit du compte courant à 3,3 % du PIB en 2024 et 2,3 % en 2025.

• **Situation sociale.** En 2022, 37,7 % de la population vivaient en dessous du seuil national de pauvreté. La pauvreté est plus prononcée dans les ménages dirigés par les déplacés internes (42,7 %), cet écart étant plus important chez les femmes (46,6 %) que chez les hommes (41,3 %). Le taux de chômage chez les personnes de 14 ans ou plus est passé de 6,1 % de la population en 2022 à 3,3 % en 2023. Cependant, le taux du sous-emploi était estimé 23,0 % dans l'ensemble en 2022.

2. Interventions de la Banque au Cameroun

• **DSP 2023-2028.** Approuvé le 13 juillet 2024, le DSP 2023-2028 a pour objectif principal la transformation structurelle pour une croissance forte, inclusive et durable. Il repose sur 2 domaines prioritaires consistant à développer les infrastructures pour la promotion du secteur agro-industriel, et à renforcer le développement des compétences et la gouvernance. Ses secteurs de concentration sont l'agro-industrie, le transport, le développement des compétences, et la gouvernance économique.

• **Ressources du DSP.** Le DSP 2023-2028 a prévu 14 opérations pour un montant total de 1 753,2 millions UC (2 366,82 millions USD). Ces opérations sont réparties en 11 opérations souveraines pour 1571,2 millions UC (2 121,12 millions USD) et 3 opérations non souveraines pour 182 millions UC (245,7 millions USD). Pour le financement des opérations souveraines du DSP, la Banque compte mobiliser 1 183 millions UC sur ses guichets traditionnels (BAD et FAD et NTF) et 388,2 millions UC (524,1 millions USD) comme cofinancement et syndication.

• **Programme indicatif de prêts.** Ce programme révisé 2024-2025 prévoit 6 opérations pour 700 millions UC (1 085 millions USD), dont 2 opérations non souveraines pour 55 millions UC (85,25 millions USD).

• **Dialogue pays.** Le dialogue avec les autorités est axé sur diverses problématiques, notamment : (i) la performance du portefeuille, (ii) la pertinence des projets du Cameroun dans le cadre de la préparation de la participation du pays au Forum africain des investissements (AIF) 2024, (iii) le guide de préparation des projets et programmes d'investissement public, (iv) la diversification des sources de financement de l'économie à travers le Cadre national de financement intégré, y compris la promotion du financement des entreprises camerounaises publiques et privées via l'émission de titres de capital et de créances sur le marché financier régional de la CEMAC, (v) la requête d'appui budgétaire général du Gouvernement pour 2025 et le retard persistant du Gouvernement pour la signature de l'appui budgétaire sectoriel pour l'énergie, (vi) le risque élevé de surendettement et l'accumulation d'arriérés de paiement du service de la dette publique intérieure et extérieure, (vii) l'industrialisation et la transformation structurelle, (viii) le développement du secteur privé, et (ix) la réforme de l'architecture financière mondiale.

3. Portefeuille actif des opérations de la Banque

- **Historique des opérations.** La Banque a commencé ses opérations au Cameroun en 1972. Depuis cette première intervention, la Banque a approuvé 120 opérations, d'une valeur totale de 4,9 milliards USD (2978 milliards de FCFA). Le pouvoir de vote du Cameroun au Conseil d'Administration de la BAD représente 0.991% à la date du 31 août 2024.
- **Composition du portefeuille.** A la date du 15 septembre 2024, le portefeuille actif du Groupe de la Banque au Cameroun comptait 23 projets totalisant 1 821,7 millions UC (2 453,1 millions USD). Les opérations nationales représentent 80% du portefeuille (dont 8,8% pour une seule opération du secteur privé), contre 20% pour les opérations régionales. Les projets sont financés par des instruments de prêts (95,8%), une garantie (3,2%) et des dons (1%). Les principaux secteurs de concentration sont le transport (57,7%), l'énergie (22,4%) et l'agriculture (10,7%). Le guichet BAD finance les projets à hauteur de 1 579,5 millions d'UC (86,7%). Les 4 précédents cycles du FAD ont contribué à financer des projets dont certains sont encore actifs. La part du FAD dans le portefeuille actif est de 118,5 millions UC (6,5%). Les cofinancements directs (ACFA-JICA, UE-AIP, AGTF, etc.) s'élèvent à 123,7 millions UC (6,8%).
- **Contribution aux Top 5.** Les différentes interventions de la Banque contribuent à la mise en œuvre des Top 5, comme indiqué dans le graphique 3 en Annexe.
- **Performance du portefeuille public national.** La performance du portefeuille a été jugée satisfaisante lors de la dernière revue trimestrielle du portefeuille tenue en septembre 2024.
- **Défis et contraintes du portefeuille.** Ces défis et contraintes portent essentiellement sur : (i) les retards de signature des accords de financement ; (ii) les lenteurs dans la passation des marchés ; (iii) l'insécurité dans les régions du Nord-ouest et du Sud-ouest.

4. Contribution aux priorités opérationnelles (Top 5)

- **Eclairer l'Afrique et l'alimenter en énergie.** La réhabilitation et l'extension des réseaux de transport et de distribution ont contribué à construire plus de 1700 km de lignes électriques et de mettre en place 330 postes de transformation. Le Projet de Renforcement et d'Extension de Réseaux de Transport et de Distribution (PRERETD) devrait permettre l'accès à l'électricité à 65100 nouveaux ménages, soit environ 39 000 personnes. Le projet électrique de Kribi contribue aujourd'hui à fournir plus de 1 153 GWH dans le réseau interconnecté sud. Enfin, le Barrage de Nachtigal devrait fournir au réseau électrique du Cameroun, une capacité de 420 MW d'électricité à l'horizon 2023.
- **Nourrir l'Afrique.** Le projet de développement rural participatif de Grassfield II a contribué à accroître la productivité et l'écoulement des produits agricoles dans la région du Nord-ouest du Cameroun. Le projet de développement des chaînes de valeurs agricole (PDCVA) devrait générer des productions additionnelles en année de croisière estimées à 216000 tonnes de régimes de palmier à huile, 240 000 tonnes de plantain, 10 000 tonnes d'ananas et de 17 500 tonnes d'huile de palme. Le projet de développement des chaînes de valeurs d'élevage et de la pisciculture dont les activités se mettent en place vise à augmenter la production animale et halieutique.
- **Améliorer la qualité de vie des populations en Afrique.** Plusieurs investissements ont été réalisés dans le secteur de l'eau et l'assainissement et de l'agriculture. Le projet d'alimentation en eau potable en milieu semi-urbain a amélioré l'alimentation en eau potable dans 13 municipalités du pays avec 1 028 538 personnes positivement impactées dont 51% de femmes.
- **Intégrer l'Afrique.** La Banque est le leader dans le secteur des infrastructures en Afrique centrale, notamment dans la construction de routes, de corridors multinationaux et de voies ferrées. Elle a permis de raccorder le Cameroun au Congo grâce aux deux phases du projet de construction de la route Ketta-Djoum. La Banque a aussi contribué à relier le Cameroun au Nigéria grâce au projet de construction de la route Bamenda – Enugu et la réalisation du pont sur la Cross River dont l'inauguration a été faite en octobre 2022. La construction du pont sur le fleuve Logon, qui a démarré en 2020, permet déjà de relier le nord du Cameroun au Tchad. Le projet de construction du pont sur le fleuve Ntem a été approuvé en novembre 2023. Il permettra de relier le Cameroun et la Guinée

Equatoriale. Dans le domaine de l'énergie, la Banque finance le projet d'interconnexion électrique entre le Cameroun et le Tchad.

- **Industrialiser l'Afrique. Le Top-5 « industrialiser l'Afrique » est considéré à travers la mise en place d'unités industrielles dans les projets de chaîne de valeur.** Ainsi, dans le cadre des deux projets de développement de chaînes de valeurs, il est prévu la construction de 3 usines d'extraction d'huile de palme, de 3 abattoirs modernes et des usines de transformation d'ananas. Ces infrastructures industrielles vont significativement rehausser la productivité dans les secteurs concernés et positionner le Cameroun sur la trajectoire d'industrialisation souhaitée. Le projet de développement de plateforme portuaire a permis au Yard pétrolier de Limbé de disposer d'équipements industriels pour la maintenance des navires en haute mer. La seconde phase de ce projet est à l'étude.

ANNEXES

ANNEXE 1. Points potentiels de discussion du président avec les Autorités.....	7
ANNEXE 2. Informations politiques et économiques du Cameroun.....	10
ANNEXE 3. Situation du portefeuille de la Banque au Cameroun.....	11
Annexe 3a. Portefeuille de la Banque au Cameroun.....	11
Annexe 3b. Portefeuille de projets du Cameroun au 15 septembre 2024.....	13
ANNEXE 4. Programme indicatif de prêts 2024-2025 du Cameroun.....	16
ANNEXE 5. Biographie de la délégation camerounaise.....	17

ANNEXE 1. POINTS POTENTIELS DE DISCUSSION DU PRESIDENT AVEC LES AUTORITES

A. Questions susceptibles d'être soulevées par les Autorités

a.1. *En raison d'un problème de liquidité ayant conduit à un risque élevé de surendettement, les Autorités pourraient renouveler leur demande d'appuis budgétaires globaux à la Banque, pour les exercices 2025 et suivants, après leur requête officielle adressée à la Banque le 19 juillet 2024.*

Réponse suggérée. La Banque a adressé, le 10 septembre 2024, une lettre de réponse au Ministre de l'Economie, de la planification et de l'aménagement du territoire, Gouverneur de la Banque pour le Cameroun, pour lui informer que la Banque est en train d'examiner cette requête du Gouvernement, tout en lui rappelant que la Banque suit de près la situation de l'appui budgétaire sectoriel énergie qui a été approuvé en 2023 pour 74,3 millions d'euros mais qui n'est toujours pas encore signé et décaissé et qui prévoyait une seconde phase en 2024. La Banque avisera, ensemble avec lui. Le problème de liquidité est lié à (i) la baisse des exportations de pétrole et de gaz de 5,6% du PIB en 2023 à 4,6% en 2024, consécutive à la diminution des prix internationaux du pétrole couplée à la réduction de la production domestique de pétrole, et (ii) la baisse des recettes fiscales. De plus, la gestion inefficace des investissements publics, avec un retard dans l'exécution des projets d'investissements publics, induit aussi des problèmes de trésorerie pour rembourser le service de la dette, étant donné que la période de grâce des projets chevauche sur la période de production, prolongeant ainsi l'exécution des projets et retardant la phase de production. Par ailleurs, il y a une grosse tension de trésorerie pour le paiement des importations de carburant.

a.2. *Les Autorités pourraient demander l'appui de la Banque dans le cadre de la mise en œuvre du nouveau plan stratégique de réformes de la gestion des finances publiques 2024-2027.*

Réponse suggérée. La Banque accompagne le Cameroun dans la mise en œuvre de ce nouveau plan, avec le Projet d'appui à la gouvernance des finances publiques (PAGFIP) qui couvre la période 2024-2027, pour un montant de 11,4 milliards de FCFA. Une des composantes de ce projet porte sur le renforcement des capacités de mobilisation des recettes fiscales, notamment l'appui à la digitalisation des recettes fiscales et l'appui au dispositif de prévention contre la fraude et l'évasion fiscale. Entre autres réformes du PAGFIP, la Banque soutient la réforme sur la facturation électronique qui devrait contribuer à l'amélioration des recettes fiscales (+100 milliards de FCFA en moyenne par an), ainsi que la réforme sur la digitalisation des attestations de retenues à la source d'impôts et taxes.

a.3. *Les Autorités pourraient attirer l'attention du Président sur la baisse des dépenses d'investissement public sur financements extérieurs et sur la réduction de l'exécution des projets d'investissement public, avec une baisse importante des décaissements.*

Réponse suggérée. La Banque mettra tout en œuvre pour améliorer les obstacles qui l'incombent, notamment les retards dans les ANO de la Banque. Dans le cadre de l'amélioration de la gestion des marchés publics, la Banque a mis en place un projet d'appui institutionnel en faveur du ministère des Marchés publics et de l'Agence de régulation des marchés publics (ARMP). L'initiative du Gouvernement d'opérer un audit général en cours des grands projets d'investissement public est à saluer. La Banque prend note de la suggestion des Autorités d'inviter les Conseils d'administration des partenaires au développement à n'approuver les projets que lorsque les visas de maturité sont prêts, et à choisir des projets dans les banques de projets matures du Gouvernement et non de financer des projets immatures.

a.4. Les Autorités pourraient solliciter l'appui de la Banque pour adresser la crise dans le secteur de l'électricité.

Réponse suggérée. Au titre de l'année 2023, le Conseil d'Administration de la Banque a approuvé un appui budgétaire sectoriel pour l'énergie, pour 74,3 millions d'euros. Cependant, la Banque attend toujours la signature de l'accord de financement par le gouvernement. En effet, le Gouvernement a besoin de 232 milliards de FCFA pour finaliser la mise en œuvre du Plan d'actions prioritaire du secteur de l'électricité qui est issu du Plan de redressement du secteur de l'électricité (PARSEC I). Ces ressources serviront à distribuer l'énergie produite à la centrale hydroélectrique de Nachtigal et de régler le déséquilibre financier du secteur à l'horizon 2026-2027. La Banque contribue à hauteur de 48 milliards de FCFA (74,3 millions d'euros) à travers le PARSEC I. De plus, la Banque soutient la production d'électricité avec le projet d'hydroélectrique de Nachtigal et le Projet d'aménagement hydroélectrique de LOM PANGAR (PAHLP).

a.5. Les Autorités ont exprimé leur souhait d'être accompagnées dans la gestion des risques de catastrophes.

Réponse suggérée. Les inondations dans les régions de l'Extrême-Nord du Cameroun en septembre 2024 ont fait plusieurs victimes. Plus de 56 000 maisons et 82 509 hectares de cultures ont été détruits et 5,278 animaux ont été perdus, exacerbant l'insécurité alimentaire dans une communauté déjà vulnérable en raison des conflits armés. En effet, ces inondations ont affecté plus de 365 000 personnes issues de 67 000 ménages qui sont actuellement confrontés à un besoin urgent d'assistance humanitaire. En réponse à ce choc climatique aux effets sociaux dramatiques, les autorités ont alloué, le 13 septembre 2024, une enveloppe financière de 350 millions de FCFA (590 000 USD) pour fournir une assistance d'urgence aux personnes affectées par les inondations meurtrières dans l'Extrême-Nord du Cameroun. Pour compléter ces efforts nationaux dont les ressources disponibles sont loin en deçà des besoins urgents des populations affectées par ce désastre, le Programme alimentaire mondial (PAM) a appelé à un appui international coordonné et a requis 15,4 millions d'USD afin de fournir une assistance alimentaire et nutritionnelle immédiate à 200 000 personnes pour 3 mois. Dans ce cadre, la Banque collabore avec le PAM pour soumettre une requête de financement (don de 1 million d'USD) pour la réponse d'urgence humanitaire et d'insécurité alimentaire, à travers son instrument *Special Relief Fund* (SRF), conformément aux lignes directrices révisées de la politique de la Banque pour l'aide d'urgence.

a.6. Dans le cadre de la mission du FMI, tenue à Yaoundé du 3 au 16 octobre 2024, en vue d'effectuer les 7^{èmes} revues dudit programme appuyé par la Facilité élargie de crédit (FEC) et le Mécanisme élargi de crédit (MEDC), ainsi que la 2^{ème} revue de la Facilité pour la résilience et la durabilité (FRD), les Autorités pourraient informer le Président qu'un accord au niveau des services du FMI n'a pas encore été trouvé, notamment pour la réforme visant à dégager une marge budgétaire à travers la suspension de la subvention des prix à la pompe du carburant. Les discussions bloquent sur les préoccupations liées à la création d'un espace budgétaire pour les dépenses sociales et prioritaires. Selon le FMI, des progrès sont encore attendus pour la réforme sur la subvention des prix à la pompe du carburant afin de dégager cet espace budgétaire car l'élimination de cette subvention fait partie des objectifs du programme. Le Gouvernement considère qu'il a déjà augmenté les prix à la pompe du carburant de 21% en février 2022 et de 15% en février 2023, et qu'une hausse supplémentaire de 7% souhaitée par le FMI pourrait renchérir davantage le coût de la vie. Les discussions se poursuivent.

B. Questions que le Président pourrait demander aux Autorités

b.1. Encourager les Autorités à privilégier le dialogue avec la Banque dans le cadre de la mise en œuvre du Projet d'appui à la gouvernance des finances publiques (PAGFIP) qui couvre la période 2024-2027. Le 10 octobre 2024, le ministre des Finances a adressé une lettre au ministre de l'Economie

lui demandant de réorienter les ressources du PAGFIP vers les réformes sur la facturation électronique et sur la digitalisation des attestations de retenues à la source d'impôts et taxes, sans en informer la Banque. Cependant, le Gouvernement doit officiellement saisir la Banque pour une demande de révision de la liste des biens et services incluse dans la convention de financement entre les deux parties.

b.2. Encourager les Autorités à intensifier les efforts pour la réhabilitation de la Société nationale de raffinage (SONARA) qui devrait apporter des résultats dans l'économie réelle. La SONARA a subi, le 31 mai 2019, un incendie qui a endommagé quatre de ses installations. Depuis lors, les travaux de réhabilitation n'ont pas encore démarré. La réhabilitation de la SONARA est importante pour l'économie réelle et pour l'amélioration de la mobilisation des recettes fiscales.

b.3. Encourager les Autorités à améliorer la gouvernance et à entreprendre des réformes pour réduire les délais d'exécution des projets structurants d'investissement public qui sont fréquemment dépassés. Selon le Document de programmation économique et budgétaire à moyen terme, 2025-2027, une enveloppe de 144,7 milliards de FCFA (241,2 millions USD) est allouée aux dépenses d'investissement public au premier trimestre 2024, contre 183,3 milliards au premier trimestre 2023, soit une diminution de 21% en glissement annuel. La baisse du rythme d'exécution des projets d'investissement public sur financements extérieurs est due à plusieurs obstacles qui relèvent de la responsabilité du Gouvernement, notamment : la mobilisation tardive et insuffisante des fonds de contrepartie, le retard des appels d'offres, le non-respect des délais dans les procédures de passation des marchés, la contractualisation, le paiement, la non-signature des projets après leur approbation, le problème récurrent des indemnisations pour certains projets. Par exemple, le Conseil d'Administration de la Banque a approuvé, le 15 juillet 2023, le Projet d'appui à la promotion de l'entrepreneuriat et l'amélioration des compétences en soutien à l'industrialisation (PEAC), pour un montant de 51 millions UC et le processus de maturation de ce projet par le gouvernement est achevé. Cependant, ce projet n'est toujours pas signé. Un préavis d'annulation a été transmis au gouvernement, parce que le décret d'habilitation qui devrait être signé par le Président de la République pour permettre la signature de l'Accord de prêt n'a pas encore été fait.

b.4. Saluer la réforme des Autorités pour la sélection et la priorisation des projets d'investissement public. La réforme, dans le cadre de la Facilité pour la résilience et la durabilité (FRD) du FMI, sur la définition des critères de sélection des projets d'investissement public y compris ceux en lien avec les changements climatiques, et leur intégration dans un manuel de sélection des projets, a été mise en œuvre. Ces critères de sélection ont été utilisés pour la sélection des 74 projets du programme d'investissement prioritaire 2025-2027. La sélection de tout nouveau projet dès l'exercice 2025 se fera au travers de l'Application pour la priorisation des projets publics (APPP). Cette réforme du pays sur la sélection des projets devrait être inscrite dans la Loi de finances 2025. Le guide de maturation des projets d'investissement public est en cours de révision.

b.5. Demander aux Autorités de maintenir la liste déjà approuvée par le Comité du Forum africain des investissements (AIF) 2024 de la Banque et de proposer leur nouveau projet pour l'édition 2025 de l'AIF si tous les documents requis sont bien disponibles. Le nouveau projet proposé par les Autorités est le projet de chemin de fer Edéa-Lolabé, en remplacement d'un projet figurant sur la liste déjà validée par le Comité AIF de la Banque, à savoir le projet de construction d'une zone de transit portuaire du Port Autonome de Douala (75 millions USD).

b.6. Demander aux Autorités l'état d'avancement pour la signature de l'appui budgétaire sectoriel pour l'énergie approuvé depuis 2023 par le Conseil d'Administration de la Banque. Au titre de l'année 2023, un appui budgétaire sectoriel pour l'énergie, de 74,3 millions d'euros, a été approuvé. Cependant, la Banque attend toujours la signature de l'accord de financement par le gouvernement. Un préavis d'annulation a été transmis au Gouvernement pour cet appui budgétaire sectoriel, ce qui compromettra la programmation d'un nouvel appui budgétaire en 2025 pour le Cameroun.

ANNEXE 2. INFORMATIONS POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES DU CAMEROUN

Tableau 1. Informations essentielles sur le Cameroun

Pays	République du Cameroun
Président	SEM Paul BIYA
Type de régime	Parlementaire
Premier ministre	SEM Joseph DION NGUTE
Langue officielle	Français et Anglais
Capitale	Yaoundé
Superficie	476 000 Km ²
Population	28 600 000 (2023)
Espérance de vie	61,5 ans (2023)
PIB nominal	48,7 milliards de dollars US (2023)
PIB par habitant	1707,5 USD (2023)
Devise	Franc de la Coopération financière en Afrique centrale (FCFA)
Régions administratives	10 régions administratives

Tableau 2. Principaux indicateurs macroéconomiques du Cameroun 2019-2025

	2019	2020	2021	2022	2023(e)	2024(p)	2025(p)
Taux de croissance du PIB réel (%)	3,5	0,3	3,6	3,6	3,3	4,1	4,4
Taux d'inflation (%)	2,5	2,5	2,3	6,3	7,4	7,0	4,0
Solde budgétaire globale, dons inclus (% PIB)	-3,7	-3,3	-3,4	-1,1	-0,6	-0,5	-0,3
Solde du compte courant (% PIB)	-4,3	-3,7	-4,0	-3,4	-4,0	-3,3	-2,3
Population totale (Millions)	25,8	26,5	27,2	27,9	28,6		
Espérance de vie à la naissance (Années)	61,6	60,8	60,3	61,0	61,9		
Source : Département des statistiques (ECST) de la BAD, octobre 2024 ; estimations (e) et prévisions (p).							

ANNEXE 3. SITUATION DU PORTEFEUILLE DE LA BANQUE AU CAMEROUN

Annexe 3a. Portefeuille de la Banque au Cameroun

Aperçu du portefeuille et répartition sectorielle. A la date du 15 septembre 2024, le portefeuille actif du Groupe de la Banque au Cameroun comptait 23 projets totalisant un montant d'environ 1 821,7 millions UC (2 453,1 millions USD). Les opérations nationales représentent en volume 80% du portefeuille (y compris une seule opération du secteur privé pour 8,8%), contre 20% pour les opérations régionales. Les projets sont financés par des instruments de prêts (95,8%), une garantie (3,2%) et des dons (1%). Les principaux secteurs de concentration (figure 1) sont le transport (57,7%), suivi de l'énergie (22,4%) et de l'agriculture (10,7%). Le guichet BAD finance les projets à hauteur de 1 579,5 millions UC (86,7%). Les 4 précédents cycles du FAD ont contribué à financer des projets dont certains sont encore actifs. La part du FAD dans le portefeuille actif est de 118,5 millions d'UC (6,5%). Les cofinancements directs, à savoir ACFA-JICA, UE-AIP, AGTF, etc. (figure 2), s'élèvent à 123,7 millions d'UC (6,8%).

Figure 1. Répartition sectorielle du portefeuille

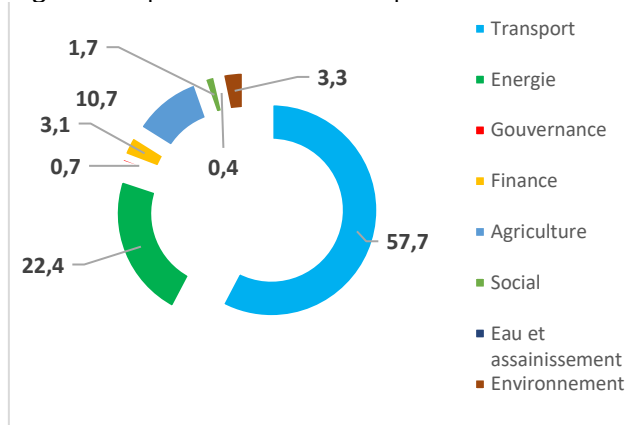
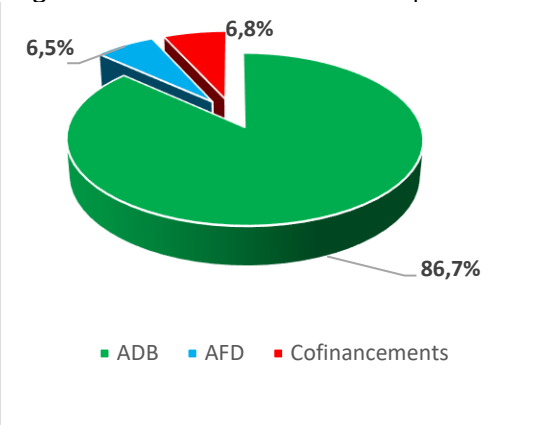


Figure 2. Sources de financement du portefeuille



Le taux de décaissement cumulé du portefeuille est de 32,7% pour un âge moyen de 5,4 ans. Le portefeuille du secteur public national a un taux de décaissement cumulé de 34,2% avec un âge moyen de 5,4 ans. Le portefeuille national actif compte 3 projets âgés. Ce sont : (i) le Programme d'appui au secteur des transports phase 1 qui a 9,8 ans ; (ii) le projet de garantie avec 9,2 ans ; et (iii) le projet de développement des chaînes de valeurs agricole qui a 8,7 ans au 15 septembre 2024. **Deux projets sont potentiellement problématiques.** Ce sont : (i) la tranche 2 de la « Ring Road » qui s'exécute dans la région du nord-ouest en proie à l'insécurité et (ii) le Projet de développement des chaînes de valeurs d'élevage et de la Pisciculture – PDCVEP. Ces projets enregistrent une performance insatisfaisante, notamment en matière de passation de marchés, d'engagement budgétaire et de décaissement.

Contraintes à la performance du portefeuille. (i) les retards de signature des accords de financement ; (ii) les problèmes dans la passation des marchés avec en plus des problèmes de gestion de contrat ; (iii) les retards dans la délivrance des avis de la Banque ; et (iv) l'insécurité dans les régions du Nord-ouest et du Sud-ouest qui continue d'avoir un impact négatif sur la mise en œuvre des projets dans ces zones.

Au niveau des opérations régionales. L'âge moyen est de 5,4 ans avec un taux de décaissement moyen de 16,5%. La performance des opérations régionale est globalement insatisfaisante. Trois projets sont à l'origine de cette faible performance (PIRECT, PARSEBALT et PIDACC). Ces projets souffrent de : (i) retards considérables au démarrage ; et (ii) les capacités institutionnelles limitées des

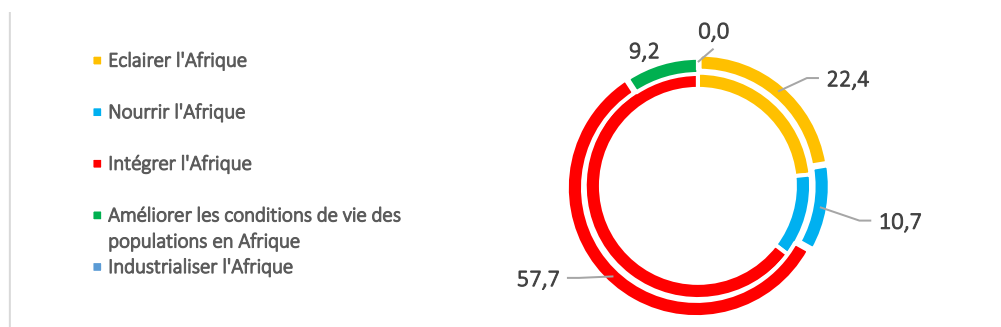
entités régionales chargées de la mise en œuvre des projets (commission du bassin du lac Tchad et Autorité du bassin du Niger), ce, en dépit des multiples actions de renforcement de capacités.

En matière de secteur privé, le portefeuille contient une seule opération (projet du barrage Hydroélectrique de Nachtigal) qui enregistre un taux de décaissement de 94,1%. Le projet est âgé de 6,8 ans.

Un nouveau PAPP a été adopté en septembre 2024. Il vise à améliorer : (i) la signature des accords de financements ; (ii) la célérité dans la passation des marchés ; et (iii) la conformité en matière d’audits financiers ; et (iv) l’achèvement harmonieux des projets âgés.

La priorité « intégrer l’Afrique » est dominant du fait des projets du secteur des transports qui représente plus de 50% du volume du portefeuille. Bien que n’apparaissant pas explicitement, la priorité « industrialiser l’Afrique » est aussi considérée à travers la mise en place d’unités industrielles dans les projets de chaîne de valeur (construction de 3 usines d’extraction d’huile de palme, de 3 abattoirs modernes et des usines de transformation d’ananas).

Figure 3. Distribution suivant les priorités opérationnelles



Annexe 3b. Portefeuille de projets du Cameroun au 15 septembre 2024

Secteur	Code projet	Nom projet	Source de financement	Instrument	Date approbation	Date signature	Entrée en vigueur	DLDD	Montant approuvé (MUA)	Taux de décaissement	Age (année)
Agriculture	P-CM-AA0-012	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DES CHAINES DE VALEURS AGRICOLES	ADB	Loan	20/01/2016	21/10/2016	23/12/2016	31/12/2025	73,6	65,60%	8,7
	P-CM-AA0-015	PROGRAMME D'APPUI AU RENFORCEMENT DE LA PRODUCTION AGRICOLE	ADB	Loan	15/07/2022	29/09/2022	23/12/2022	31/07/2025	51,9	56,70%	2,2
	P-CM-AAE-003	CAMEROUN PROJET DEVELOPPEMENT CHAINE DE VALEURS, ELEVAGE ET	ADB	Loan	12/09/2018	03/04/2020	29/09/2020	31/12/2024	69,2	25,10%	6
Transport	P-CM-DB0-012	PROGRAMME D'APPUI AU SECTEUR DES TRANSPORTS : PHASE1 : AMENAGM	ADB	Loan	26/11/2014	28/03/2015	09/02/2016	31/12/2024	127	67,60%	9,8
	P-CM-DB0-012	PROGRAMME D'APPUI AU SECTEUR DES TRANSPORTS : PHASE1 : AMENAGM	ADF	Loan	26/11/2014	28/03/2015	12/10/2015	31/12/2024	12,5	74,80%	9,8
	P-CM-DB0-012	PROGRAMME D'APPUI AU SECTEUR DES TRANSPORTS : PHASE1 : AMENAGM	ACFA-Acc Co-Fin for Afric	Loan	28/03/2015	28/03/2015	23/07/2015	23/12/2025	32,9	0,00%	9,5
	P-CM-DB0-015	PROGRAMME D'APPUI AU SECTEUR DES TRANSPORTS - PHASE 2/ YAOUN	ADF	Loan	23/11/2016	08/06/2017	25/08/2017	31/12/2024	12,8	8,40%	7,8
	P-CM-DB0-015	PROGRAMME D'APPUI AU SECTEUR DES TRANSPORTS - PHASE 2/ YAOUN	ADB	Loan	23/11/2016	08/06/2017	25/08/2017	31/12/2024	222,6	81,00%	7,8
	P-CM-DB0-017	PROGRAMME D'APPUI AU SECTEUR DES TRANSPORTS - PHASE 3 : CONS	ADB	Loan	27/11/2018	28/10/2019	03/05/2020	31/12/2026	14,8	12,70%	5,8
	P-CM-DB0-019	RING ROAD PROJECT PHASE 2	AGTF	Loan	18/12/2019	30/12/2021	05/04/2022	31/12/2026	35,1	18,50%	4,8
	P-CM-DB0-019	RING ROAD PROJECT PHASE 2	ADB	Loan	18/12/2019	18/06/2021	04/03/2022	31/12/2026	133,2	12,90%	4,8
	P-CM-DB0-021	PROJ AMENAGEMENT ROUTES DE DESENCLAVEMENT DE LA ZONE INDUSTR	ADB	Loan	20/10/2021	20/09/2022	09/05/2023	31/12/2028	94,2	0,70%	2,9

	P-CM-DB0-022	PROJET D'AMENAGEMENT TERRITORIAL DE LA REGION DE L'EXTREME N	ADB	Loan	25/10/2023	12/04/2024	---	31/12/2030	167,4	0,00%	0,9
	P-CM-DB0-024	PROJ AMENAGEMENT ROUTES DE DESENCLAVEMENT DE LA ZONE INDUSTRI	ADB	Loan	22/06/2022	---	---	---	32,7	0,00%	2,2
	P-Z1-DB0-083	CONSTRUCTION DE LA ROUTE KETTA-DJOUM PHASE 2 - CAMEROUN	ADB	Loan	21/10/2015	05/04/2016	05/08/2016	31/12/2024	51,1	66,00%	8,9
	P-Z1-DB0-181	CAMEROUN-PROJET REGIONAL INTEGRATEUR RESEAU ROUTIER DANS LE	ADB	Loan	11/12/2017	24/05/2018	02/08/2018	31/12/2025	27,5	41,20%	6,8
	P-Z1-DB0-181	CAMEROUN-PROJET REGIONAL INTEGRATEUR RESEAU ROUTIER DANS LE	ADF	Loan	11/12/2017	24/05/2018	02/08/2018	31/12/2025	9,4	57,40%	6,8
	P-Z1-D00-048	PROJET DE CONSTRUCTION DU PONT SUR LE FLEUVE NTEM ET DE FAC	ADF	Loan	29/11/2023	---	---	---	20	0,00%	0,8
	P-Z1-D00-048	PROJET DE CONSTRUCTION DU PONT SUR LE FLEUVE NTEM ET DE FAC	ADB	Loan	29/11/2023	---	---	---	40,3	0,00%	0,8
	P-Z1-DB0-181	CAMEROUN-PROJET REGIONAL INTEGRATEUR RESEAU ROUTIER DANS LE	EU-AIP	Grant	30/04/2020	20/07/2020	20/07/2020	31/12/2025	17,1	33,20%	4,4
Eau et assainissement	P-CM-E00-008	PROJET D'ETUDES ET DE PREPARATION D'UN PROGR.D'APPROVISIONNE	ADF	Loan	17/07/2018	23/04/2019	10/03/2020	31/12/2024	4,4	56,00%	6,2
	P-CM-EB0-009	PROJET COMPLEMENTAIRE D'ASSAINISSEMENT PLUVIAL DURABLE DE LA	ADF	Loan	14/12/2021	20/09/2022	23/02/2023	30/04/2026	27	13,20%	2,8
Energie	P-CM-F00-006	NACHTIGAL HYDRO POWER PROJECT	ADB	Loan	28/11/2017	08/11/2018	10/01/2019	01/11/2036	123,6	94,10%	6,8
	P-CM-F00-006	NACHTIGAL HYDRO POWER PROJECT	PSF	Loan	14/12/2018	03/05/2019	---	---	30,9	0,00%	5,8
	P-CM-F00-010	NACHTIGAL HYDRO POWER PROJECT	PSF	Loan	24/02/2021	19/05/2021	---	01/11/2036	6,6	0,00%	3,6
	P-CM-FA0-011	PROGRAMME D'APPUI AU REDRESSEMENT DU SECTEUR DE L'ELECTRICIT	ADB	Loan	14/12/2023	---	---	---	61,2	0,00%	0,8

	P-Z1-FA0-072	PROJET D'INTERCONNEXION DES RESEAUX ELECTRIQUES CAMEROUN-TCH	ADF	Loan	15/12/2017	03/04/2020	12/10/2020	31/12/2027	6	3,70%	6,8
	P-Z1-FA0-072	PROJET D'INTERCONNEXION DES RESEAUX ELECTRIQUES CAMEROUN-TCH	ADB	Loan	15/12/2017	03/04/2020	12/10/2020	31/12/2027	179,6	0,30%	6,8
Finance	P-CM-H00-001	PROJET DE GARANTIE AUX REFORMES POUR LA COUVERTURE DU RISQUE	ADB	Garantie	09/07/2015	16/12/2015	16/12/2015	08/10/2025	11,5	0,00%	9,2
	P-CM-H00-003	GARANTIE PARTIELLE DE CREDIT DB	ADB	Garantie	09/07/2015	16/12/2015	16/12/2015	08/10/2025	19,2	0,00%	9,2
	P-CM-H00-004	GARANTIE PARTIELLE DE CREDIT SG	ADB	Garantie	09/07/2015	16/12/2015	16/12/2015	08/10/2025	26,9	0,00%	9,2
Gouvernance	P-CM-KF0-007	PROJET D'APPUI A LA GOUVERNANCE DES FINANCES PUBLIQUES (PAGF	ADF	Grant	12/12/2022	06/06/2023	06/06/2023	31/12/2026	0,8	6,50%	1,8
	P-CM-KF0-007	PROJET D'APPUI A LA GOUVERNANCE DES FINANCES PUBLIQUES (PAGF	ADF	Loan	12/12/2022	06/06/2023	23/11/2023	31/12/2026	11,6	1,80%	1,8
Environnement	P-Z1-C00-065	CAMEROUN-ABN PROGRAMME INTEGRE DE DEVELOPPEMENT ET D'ADAPTA	EU-AIP	Grant	07/11/2018	03/04/2020	03/04/2020	31/12/2025	1,1	70,50%	5,9
	P-Z1-C00-065	CAMEROUN-ABN PROGRAMME INTEGRE DE DEVELOPPEMENT ET D'ADAPTA	ADF	Loan	07/11/2018	03/04/2020	14/08/2020	31/12/2025	6	6,70%	5,9
Social	P-CM-IA0-002	PROJET APPUI A LA PROMOTION DE L'ENTREPRENARIAT ET A L'AMELIORATION DES	ADB	Loan	14/07/2023	---	---	---	52	0,00%	1,2
	P-Z1-IZ0-030	BASSIN DU LAC TCHAD - PROJET D'APPUI A LA REINSERTION SOCIOE	ADF	Loan	25/09/2018	07/05/2019	23/10/2019	31/12/2024	8	30,20%	6

ANNEXE 4. PROGRAMME INDICATIF DE PRETS 2024-2025 DU CAMEROUN

SAP Code	NOM DES PROJETS	DEPARTEMENT/DIVISION LEADER	SOURCE DE FINANCEMENT (Million UC)					
			BAD SO	BAD NSO	FAD Prêt	FAD RO	RBF	SOUS TOTAL
2024								
P-CM-DB0-018	PROGRAMME D’APPUI AU SECTEUR DES TRANSPORTS – PHASE 4 : Route Ngaoundéré- Garoua	PICU.6	260		10			270
2025								
P-CM-DB0-026	PROGRAMME D’APPUI AU SECTEUR DES TRANSPORTS – PHASE 5 : Route Batouri Yokadouma et aménagement du territoire de l’Est	PICU.6	64		10			74
P-CM-AA0-016	AGRO PARK dans la plaine centrale (contribuera au Compact agricole)	AHAI.3	130					130
P-CM-IZ0-003	PROJET D’APPUI AU DEVELOPPEMENT DU CAPITAL HUMAIN POUR L’EMPLOI DANS LA REGION DE L’EXTREME-NORD DU CAMEROUN	AHHD.3					110	110
P-CM-IB0-001	HOPITAL PRIVE A DOUALA (NSO)	AHHD.2		36				36
P-CM-BZ0-001	PROALU	PITD		19				19
P-CM-EAZ-003	PROJET DE DEVELOPPEMENT AGROINDUSTRIEL ET DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE DANS LE SEPTENTRION – Phase 1 : CONSTRUCTION DE BARRAGES DANS LE SEPTENTRION - (contribuera au Compact agricole)	AHWS.3	61					61
	TOTAL		515	36	20		90	700

ANNEXE 5. BIOGRAPHIE DE LA DELEGATION CAMEROUNAISE



Monsieur Alamine Ousmane MEY, ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire, Gouverneur de la BAD pour le Cameroun, a été nommé le 02 mars 2018 et reconduit à l'issue du remaniement ministériel intervenu le 04 janvier 2019. Il occupait auparavant les fonctions de ministre des Finances depuis décembre 2011. Avant son entrée dans le Gouvernement, cet ingénieur, formé en Allemagne, en Belgique, en Turquie et à Londres, était Directeur général de Afriland First Bank classée premier établissement bancaire au Cameroun depuis 2014.



Monsieur Louis Paul MOTAZE, ministre des Finances, est nommé depuis le 02 mars 2018. Auparavant, il était ministre de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT) de 2007 à 2011 puis de 2015 à 2018. Entre 2011 et 2015, il est nommé Secrétaire général des Services du premier ministre avec rang de Ministre. Avant son entrée dans le Gouvernement, il a été nommé à la tête de la Caisse nationale de prévoyance sociale (CNPS) en septembre entre 1999 et 2007, et a aussi passé 10 ans à la CAMAIR.